

REUNION DU CONSEIL DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE

Cascais, Portugal, 4-5 février 2013

DECLARATION SUR LE PORTO RICO

Original: espagnol

Le Conseil de l'Internationale Socialiste, se réunissant à Cascais, Portugal, le 4-5 février 2013, exprime sa satisfaction et sa solidarité avec l'expression claire d'une majorité absolue (54%) de l'électorat portoricain le 6 novembre 2012, rejetant explicitement le maintien du statut colonial actuel du Porto Rico, dans un vote qui a vu le taux de participation le plus élevé (78%) de toute consultation précédente sur le statut politique, qui avait été organisé par les pouvoirs législatifs du pays.

L'IS fait appel au gouvernement des Etats-Unis, dont le Président Barak Obama a reconnu la revendication pour un changement politique et a formellement exprimé son engagement pour la promotion d'une législation qui permettra au Porto Rico de choisir entre différents statuts clairement définis soutenus par le Congrès, d'agir de plein gré et rapidement afin que le peuple du Porto Rico puisse pleinement exercer son droit inaliénable à l'autodétermination et l'indépendance entre des alternatives non coloniales reconnues par la loi.

L'IS, en vue de l'expression significative de la majorité absolue des Portoricains qui demandent de mettre fin au régime actuel de subordination politique, réitère ses déclarations précédentes sur le Porto Rico des 30 dernières années, d'une résolution du Congrès d'Albufeira en 1983 qui déclarait: «L'Internationale Socialiste soutient l'indépendance du Porto Rico, une nation latino-américaine» à la résolution adoptée en 2012 à la réunion du Conseil au Costa Rica. Cette dernière déclaration réitère le soutien, comme nous le faisons aujourd'hui, de l'IS pour l'appel unanime et renouvelé au Comité spécial de la décolonisation des Nations unies qui demande à l'Assemblée générale d'examiner le cas colonial du Porto Rico, revendiquant également la libération des prisonniers politiques portoricains, en particulier celle de Oscar López Rivera, qui a déjà servi 31 ans de prison aux Etats-Unis condamné pour association subversive.